REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

DIRECTEUR : M. EUGÈNE YUNG

1er SEMESTRE 1886. (3e SÉRIE). NUMÉRO 15. (23e ANNÉE). — 10 AVRIL 1886.

LES TROUBLES EN BELGIQUE

Liège, 7 avril 1886.

Monsieur le Directeur,

Les grèves, les émeutes, les épisodes tragiques qui ont troublé la Belgique, ordinairement si paisible, ont attiré l'attention de l'Europe. Les journaux des différents pays y ont consacré de longs articles et le gouvernement allemand y a trouvé des arguments pour faire proroger sa loi spéciale contre les socialistes. Heureusement ces tristes événements n'ont pas eu toute la gravité que leur ont attribuée des télégrammes à sensation. Il n'y a eu ni guerre civile ni guerre sociale. Sans doute une agitation profonde s'était emparée tout à coup de la classe laborieuse dans le pays tout entier. Dans un certain nombre d'industries et surtout dans les charbonnages, les ouvriers ont refusé le travail. A Liège, comme à Londres, on a brisé les vitrines des boutiques et des cafés, mais sans piller. Près de Charleroi, des excès plus sérieux ont été commis : on a incendié une verrerie modèle, au milieu de scènes de sauvagerie qui rappellent trop exactement celles que M. Zola a décrites dans *Germinal*. La répression n'a pu se faire sans amener des chocs entre les émeutiers et la troupe, et ainsi des militaires ont été blessés et quelques ouvriers tués.

Tous ces faits si regrettables ont profondément affligé les Belges; mais personne ne s'est cru à la veille d'une révolution. Les magistrats des villes et des communes rurales, la garde civique, les chefs d'usine et les ingénieurs ont fait leur devoir résolument, tranquillement, sans recourir à des mesures de compression exagérée.

Certes, sans l'intervention de l'armée, des troubles plus graves auraient eu lieu. L'agitation se serait communiquée de proche en proche et on aurait vu probablement les ouvriers affolés détruire par ci par là les instruments de travail qui les font vivre. Seulement, ce que je tiens à faire remarquer, c'est qu'aucun parti, aucun journal sérieux, aucun orateur à la Chambre n'a réclamé ni l'état de siège, ni la suspension de nos libertés, ni la modification des lois existantes. Nulle voix ne s'est élevée, ni dans la presse, ni dans le parlement, pour pousser un cri d'alarme, ni pour réclamer l'accroissement des pouvoirs dont le gouvernement dispose. Nous ne sommes nullement disposés à demander notre salut à la dictature ou à l'autorité militaire, et ce n'est pas de sitôt que nous serons prêts à suivre les conseils que l'on vient de nous donner du haut de la tribune de Berlin. Le droit commun nous suffit. Nous saurons, j'imagine, conjurer le danger et maintenir l'ordre sans porter la moindre atteinte aux nobles et précieuses garanties que notre Constitution nous donne, quelque excessives qu'elles puissent paraître à l'étranger.

Nos institutions ne sont point en péril. La « société » ne périra pas. La royauté même n'est pas menacée. Il n'y a pas en Belgique de parti républicain, par la raison très simple que notre monarchie est une république. Le peuple belge se gouverne lui-même, aussi librement que le peuple français, le peuple suisse ou le peuple américain. Le roi n'intervient jamais dans nos affaires pour imposer sa volonté. Il se fait un devoir, comme son père Léopold Ier, de se conformer en tout à la volonté nationale, régulièrement exprimée dans les comices. Il ne prend l'initiative que pour des œuvres d'utilité générale, auxquelles il consacre, sans compter, son temps, ses veilles et sa fortune. Nos dé-

magogues, qui s'imaginent pouvoir faire à Bruxelles une révolution comme celle de 1848, se trompent. Il n'existe pas encore ici d'armée révolutionnaire comme à Paris. Les quelques manifestations qui ont eu lieu dans notre capitale ont toujours été faites par des bourgeois, « en gants jaunes », comme on l'a dit. Dans nos grandes villes industrielles et dans le pays charbonnier il y a, il est vrai, un parti socialiste qui s'accroît; mais, en tant que groupe organisé, obéissant à des chefs reconnus, il est encore peu nombreux et complètement impuissant.

De danger actuel, il n'y en a donc point. Mais ces agitations qui ont eu lieu en Belgique et qui ont attiré l'attention de l'étranger sont un symptôme d'une situation grave et d'un avenir qui n'est pas rassurant. C'est là le point qui mérite l'attention.

I.

Les causes de cette situation sont nombreuses et complexes. Les unes sont toutes locales; d'autres tiennent aux conditions spéciales de l'industrie en Belgique; d'autres, à la crise dont souffre toute l'Europe; d'autres, enfin, au développement même de la civilisation moderne.

Il est inutile d'entrer dans le détail des causes locales : cela n'offre qu'un intérêt tout passager. Ainsi, à Liège, les glaces des cafés et les vitrines des boutiques ont été brisées non par les ouvriers sans travail, mais d'abord par quelques mauvais garnements, puis par des gamins, qui toujours prennent plaisir à détruire. Si la verrerie de M. Baudoux a été brûlée, c'est parce que, cet intelligent industriel ayant introduit un nouveau procédé de fabrication qui épargne la main-d'œuvre, certains ouvriers verriers des autres usines ont voulu se défaire d'une concurrence redoutable. Ailleurs on en voulait à un contremaître trop exigeant.

Une cause plus générale est la crise industrielle qui sévit partout en Europe et qui atteint plus spécialement la Belgique. Grâce à l'activité des industriels et à la production du travail relativement à son prix de revient, l'industrie belge, dans ses différentes branches, a pris un essor extraordinaire. Elle s'est conquis de nombreux débouchés dans le monde entier. Elle s'est outillée en conséquence, et la population ouvrière s'est accrue en proportion. Malheureusement, depuis que la crise a commencé, les grands États ont cru y trouver un remède en augmentant successivement les droits à l'importation, et ainsi la Belgique a vu ses débouchés habituels se resserrer et parfois se fermer entièrement. La Russie achetait autrefois une quantité considérable de nos marchandises, surtout nos fers, nos aciers, nos machines. Aujourd'hui ce marché est presque complètement perdu pour nous. Nous exportions pour une somme énorme de draps en Italie; actuellement celle-ci fabrique elle-même ceux dont elle a besoin et elle nous fait même concurrence en Orient. L'Allemagne, la France prenaient nos produits métallurgiques; maintenant les droits d'entrée, notablement augmentés, élèvent contre l'importation de nos produits une barrière presque infranchissable. Même chose de l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis.

La Belgique est la victime du cruel contraste qui existe, en cette période de transition, entre la situation économique et les relations politiques des États dits civilisés. La grande industrie repose sur la division du travail, réparti entre les différents pays conformément à leurs aptitudes naturelles, sur la rapidité et le bon marché des communications et sur l'unité du marché « mondial »; elle suppose donc les échanges libres et le commerce facilité de toutes façons. Elle est à sa place dans un état de choses où l'harmonie règne dans les rapports d'États à États et la fraternité entre les peuples. Hélas! au lieu de ce beau rêve des économistes, le monde actuel ne nous offre que des nations armées de pied en cap, jalouses les unes des autres, hostiles les unes aux autres, la main toujours sur la garde de leurs épées, ne guettant que le moment de s'attaquer à propos, se ruinant en préparatifs de guerre, en attendant que la guerre même les mène à la faillite. Comment l'industrie et le commerce ne souffriraient-ils pas cruellement dans un semblable milieu?

La Belgique, pays de liberté et de travail, neutre, pacifique, ouvrant largement ses frontières à tous, devait pouvoir compter sur la réciprocité. Mais loin de là; les autres États s'entourent non seulement d'une ceinture de forts dévorant l'argent qui aurait pu acheter les produits de la paix, mais d'une muraille de la Chine qui entrave le commerce et tue l'industrie. On comprend comment la crise économique dont souffre toute l'Europe a dû se faire sentir plus durement dans un petit pays qui n'est, pour ainsi dire, qu'un vaste atelier travaillant pour l'univers entier.

Cette crise, qui est d'une intensité et d'une durée exceptionnelles, provoque, du reste, partout des grèves, des émeutes, des désordres de toute nature. L'Angleterre a eu récemment des scènes de dévastation à Londres, à Manchester, à Birmingham, et la France, en ce moment même, a des troubles et des attentats à Decazeville. Même spectacle affligeant en Suisse, en Danemark, en Hollande, aux États-Unis et ailleurs. Il faut remonter à la période de 1820-1828 pour rencontrer une perturbation économique aussi profonde et aussi générale.

Voici comment Sismondi parle de cette « grande calamité européenne » dans son livre : *Nouveaux principes d'économie politique*, publié en 1827 (t. II, p. 226) :

« Un cri de détresse s'élève de toutes les villes manufacturières du vieux monde, et toutes les campagnes du nou-

veau monde lui répondent. Partout le commerce est frappé d'une même langueur ; partout il rencontre la même impossibilité de vendre. Il y a cinq ans au moins que la souffrance a commencé ; loin de se calmer, elle semble s'accroître par la durée. La détresse des manufacturiers est la plus cruelle, parce que, à la différence des agriculteurs, leur subsistance tout entière dépend des échanges. C'est aussi un symptôme funeste de cette souffrance universelle que ces associations patriotiques que l'on voit se former en Belgique, en Allemagne, pour repousser les marchandises étrangères. Le système (protecteur) qui prévaut aujourd'hui dans l'opinion, c'est la détresse qu'on a partout sous les yeux qui l'a fait adopter. »

Après avoir parlé des souffrances des ouvriers de l'industrie, Sismondi ajoute :

« En même temps, les fermiers et les propriétaires se plaignent de leurs ruines; ils demandent à grands cris des lois protectrices, des monopoles; ils déclarent ne pouvoir soutenir la concurrence étrangère; et, en effet, beaucoup de fermiers font faillite, beaucoup de propriétaires abandonnent volontairement le quart ou le tiers de leurs fermages. Enfin, de fréquents incendies de récoltes et de maisons rurales annoncent l'irritation et la fermentation sourde des journaliers de l'agriculture et l'état précaire de toute la société. »

Ce tableau si précis, tracé par Sismondi, n'est-il pas l'image exacte de la situation économique actuelle? La perturbation, accompagnée de si terribles souffrances, est amenée, aujourd'hui comme alors, par les mêmes causes : accroissement de la production et diminution des moyens d'échange, d'où baisse anormale des prix et ruine de l'agriculture et de l'industrie. La production annuelle des métaux précieux tombe de 265 millions pendant le décennal 1801-1810, à 161 millions pendant le décennal 1820-1830, et, en même temps, l'Angleterre, pour remplacer par de l'or ses billets à cours forcé, enlève à la circulation de l'Europe, déjà très réduite, 500 millions d'or. Maintenant les États civilisés, obéissant aux inspirations de certains économistes, ont commis la faute insigne de proscrire l'argent, le métal monétaire historique, habituel, et de confier le service des échanges internationaux à l'or seul, alors que la production diminuée et la consommation accrue du métal jaune n'en laissent disponible qu'environ 60 millions par an. Il s'ensuit, fait inouï dans l'histoire économique, que la frappe des monnaies est suspendue presque partout en Europe. Comment une mesure aussi révolutionnaire ne provoquerait-elle pas une crise sans précédents?

Je ne puis pas m'arrêter à décrire cette crise ici. Les faits, au reste, frappent tous les yeux : difficulté de vendre, sauf à des prix qui laissent le fabricant en perte ; fermeture des usines ; renvoi des ouvriers ; le numéraire sans emploi, s'accumulant dans les banques et s'offrant à un taux dérisoire. Cela ne suffit pas, comme d'ordinaire, pour ranimer l'esprit d'entreprise : les comptes rendus des Bourses et des marchés répètent ce refrain lugubre : Stagnation générale ; rien ne va plus. Les salaires aussi ont été diminués, mais non en proportion de la réduction des prix de toutes choses ; car, comme le faisait déjà remarquer Adam Smith, c'est la rémunération du travail qui est la dernière atteinte. Les chiffres communiqués à la Chambre par notre ministre des finances prouvent que les journées des ouvriers sont encore suffisantes. Seulement il y en a un nombre croissant qui ne trouvent plus d'emploi, et cela est affreux. Ainsi voilà d'honnêtes travailleurs qui ne demandent qu'à gagner leur pain et que leur maître doit renvoyer, faute de commandes. Que peuvent-ils devenir? Rien n'est prévu pour leur venir en aide. Ils sont les innocentes victimes des fautes commises par ceux qui dirigent les affaires du monde, ou, si l'on veut, de l'imperfection de l'organisation sociale.

La cause déterminante de nos troubles est donc certainement la crise économique. Celle-ci est universelle, et partout aussi éclatent des émeutes d'ouvriers. Au moment où j'écris ces lignes, les journaux annoncent que dans la paisible île de Terre-Neuve une insurrection ouvrière vient d'éclater, et qu'elle a planté son drapeau dans la salle du parlement. La crise va-t-elle bientôt cesser, comme l'annonce M. Siegfried? Ses tristes conséquences ne s'aggraveront-elles pas? Je ne puis, hélas! partager à ce sujet aucune espérance optimiste.

Il me reste à parler d'une dernière cause, celle-ci générale, profonde, durable, laquelle est, à mon avis, le progrès du socialisme. La diffusion des idées socialistes dans tous les pays civilisés est un fait évident. C'est en Allemagne qu'elle se fait de la façon la plus rapide et la plus systématique, malgré des lois d'exception et une compression à outrance. En France, en Italie, en Espagne, elle est indéniable. La calme Hollande a presque chaque jour ses manifestations socialistes. L'article de M. Wuarin, dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*, montre avec quelle rapidité le socialisme agraire se répand en Angleterre. Le traducteur anglais de mon *Socialisme contemporain* a dû ajouter un chapitre pour faire connaître les différentes écoles socialistes anglaises, qui n'existaient pas encore quand je publiai ce livre. Ainsi que j'ai essayé de le faire voir dans cet ouvrage, ce phénomène résulte naturellement, invinciblement, des principes essentiels de la civilisation moderne.

La source première du socialisme est le christianisme, parce qu'il a répandu dans le monde le principe de l'égalité et de la fraternité de tous les hommes. Évangile signifie « la bonne nouvelle » apportée aux pauvres de la venue du « Royaume » où les derniers seront les premiers : *Evangelisare pauperibus misit me*, dit

le Christ. Quelle condamnation de la richesse! Quelle prédilection pour les déshérités! Aussi les premiers apôtres mettent tout en commun. Les Pères de l'Église attaquent la propriété avec une véhémence sans égale. « L'opulence est toujours le produit d'un vol », dit saint Jérôme. « Le riche est un larron », dit saint Basile. « C'est l'iniquité qui fait la propriété privée », dit saint Clément. « Le riche est un brigand », dit saint Jean Chrysostome. Et alors que l'Église catholique s'est déjà faite l'alliée du despotisme, écoutez comment elle parle par la bouche de Bossuet, dans le *Sermon sur les dispositions relativement aux nécessités de la vie :*

« Les murmures des pauvres sont justes. Pourquoi cette inégalité des conditions? Tous formés d'une même boue, nul moyen de justifier ceci, sinon en disant que Dieu a recommandé les pauvres aux riches et leur a assigné leur vie sur leur superflu, *ut fiat equalitas,* comme dit saint Paul (*Cor.*, VIII, 14). »

Pendant le moyen âge, quand ces idées égalitaires se répandaient dans le peuple au moment où ses souffrances devenaient plus intolérables, elles provoquaient, comme aujourd'hui, des soulèvements et des massacres : les Pastoureaux et les Jacques en France, Watt Tyler, en Angleterre, les anabaptistes et Jean de Leyde en Allemagne. Mais en temps ordinaire ces explosions étaient prévenues par deux circonstances : le peuple n'avait nul droit politique, et le régime des castes le murait dans sa condition, dont il n'espérait pas sortir; il se consolait des misères qu'il endurait en « cette vallée de larmes » par l'espoir d'un monde meilleur où règnerait la justice. Le socialisme évangélique restait ainsi un idéal dont la réalisation n'était attendue ici-bas qu'à l'époque du millenium.

Depuis lors tout est changé. Les révolutions aux Pays-Bas, en Angleterre, en Amérique, en France et, plus tard, sur tout notre continent, ont fait du dogme chrétien de l'égalité de tous les hommes le premier article des constitutions libres, et le travailleur a été proclamé citoyen. L'antiquité et Aristote s'étaient montrés plus prévoyants : le travail était et devait être confié à une classe particulière, les esclaves, et cette classe, privée de tout droit, était considérée comme un variété d'animaux domestiques. La suppression de l'esclavage et la démocratie ont préparé le socialisme.

Le second frein qui contenait les masses était la croyance en la félicité promise aux pauvres dans l'autre vie qui faisait supporter avec résignation la misère en celle-ci. Ce frein tend à disparaître sous l'effort continu, d'un côté, des hommes de science qui nient ou veulent ignorer Dieu et l'immortalité de l'âme, et, d'un autre côté, des démagogues qui savent que l'athéisme poussera les misérables au désespoir et à la révolte.

C'est l'organisation spéciale de l'industrie moderne qui donne aux revendications socialistes leur caractère aigu. Jadis la production manufacturière s'accomplissait soit au sein de la famille rurale, soit, dans les villes, par un petit groupe où maîtres et ouvriers travaillaient près du foyer, côte à côte, vivaient de la même vie, presque égaux en tout, et où l'instrument du travail était aux mains de qui le mettait en œuvre. Aujourd'hui rien de pareil. Un abîme sépare le maître qui vit dans l'opulence et l'ouvrier qui subsiste au jour le jour. Éloignés du foyer domestique, groupés autour de la machine qui fournit la force, accumulés dans certaines localités et dans certains quartiers, les travailleurs forment comme une armée et une classe à part. La distinction entre les deux facteurs indispensables de la production, le capital et le travail, apparaît à leurs yeux très visible et sous la forme d'un antagonisme permanent. Jadis les règlements des métiers et la régularité des commandes donnaient à l'existence une garantie assurée. Aujourd'hui, au contraire, l'industrie moderne, colossal assemblage de rouages, d'une complexité et d'une délicatesse inouïes, est soumise à des crises fréquentes et cruelles parce que le régime politique et international est, comme nous l'avons vu, en retard sur le régime économique. La machine qui crée cette situation pleine de difficultés en accroît le péril, parce que, par la presse et les chemins de fer, elle répand dans le peuple entier et dans le monde entier les idées socialistes.

N'oublions pas que ces idées ont pris récemment un caractère nouveau. Jadis les socialistes rêvaient de refaire la société et ils formulaient des utopies ; aujourd'hui, voyant que la réalisation de ces utopies est impossible, ils ne songent qu'à détruire, croyant que des ruines sortira un ordre social meilleur, ainsi que nous l'expliquent le prince Kropotkine et Élisée Reclus. Ce sont les espérances eschatologiques des premiers chrétiens qui prennent corps sous une forme nouvelle. On attend maintenant la palingénésie, non plus d'une révolution cosmique et du feu du ciel, mais du pétrole et de la dynamite.

II.

Telle est, je crois, la situation vraie et ses causes. Constitue-t-elle un danger actuel? Je ne le pense pas. Tant que l'armée ne sera pas complètement acquise aux idées anarchiques, la répression sera douloureuse sans doute, mais facile. Nous verrons encore des commotions violentes, des usines brûlées, des luttes déplorables, des assassinats ; mais le nihilisme ne triomphera pas. Ce n'est que dans le cas où, par suite soit d'une guerre malheureuse, soit d'un essai de coup d'État, le gouvernement se trouverait momentanément impuissant ou divisé, que de grands désastres seraient à redouter. C'est pour ce motif que ceux qui, en France, voudraient rétablir la monarchie seraient bien

imprudents et même très coupables, car ils rendraient ces désastres possibles. Si l'on tentait la Restauration par la force, la guerre civile pourrait éclater entre deux parties de la bourgeoisie et peut-être de l'armée, et alors les légions du désordre, qui sont toujours prêtes, sortiraient de terre, et la sombre prophétie de M. Maxime du Camp s'accomplirait: Paris serait brûlé plus complètement et plus systématiquement qu'en 1870. Si même ces horreurs étaient évitées, la Restauration n'en conduirait pas moins à d'inévitables catastrophes. Pour se maintenir, elle devrait avoir recours à une compression bien plus dure que sous Napoléon III, car les résistances seraient plus fortes, et, comme la France ne supporterait pas longtemps d'être gouvernée despotiquement au milieu des autres pays libres, au bout de peu d'années la monarchie serait renversée par un mouvement intérieur comme en 1830 et 1848, ou amenée à chercher une diversion dans la guerre étrangère comme en 1870. C'est alors que l'anarchie et le nihilisme fêteraient leurs saturnales. Comme le dit Hégésippe Moreau :

> Alors s'accomplirait l'épouvantable scène
> Qu'Isnard prophétisait aux peuples de la Seine...
> Au rivage désert les barbares surpris
> Demanderaient où fut ce qu'on nommait Paris.

La république est la forme de gouvernement la plus capable de résister au socialisme, parce qu'elle met sur les remparts qui défendent la société tout le monde, excepté ceux qui veulent l'anéantir. Cherchez-vous le salut dans le despotisme, vous provoquez les attaques des amis de la liberté, et ceux-ci, en marchant à l'assaut du pouvoir, ouvrent le chemin aux ennemis de l'ordre social. Les conservateurs ont donc intérêt à maintenir les institutions démocratiques et libres qu'ils attaquent avec tant d'aveuglement. Les anarchistes, au contraire, doivent désirer le rétablissement de l'autocratie, car dans l'opposition qu'elle provoquerait ils trouveraient des alliés, et, au moment de la révolution, ils pourraient devenir les maîtres.

N'y a-t-il donc point de remède à cette situation si grosse de troubles, où peut succomber, non l'ordre social, qui, étant nécessaire, renaîtra toujours des ruines, mais la liberté? Le seul remède radical est de faire cesser l'antagonisme entre travailleurs et capitalistes, et il cesserait par la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail, c'est-à-dire si le travailleur était propriétaire de la terre qu'il exploite, de l'outil qu'il manie ou d'une action de l'usine dans laquelle il est employé. Pour que cet idéal soit atteint, il faut que l'ouvrier ait plus d'intelligence, plus de prévoyance, plus de moralité, plus de vertu, car c'est en vain que l'État lui ferait l'avance d'un capital qu'il n'aurait pas su former lui-même par l'épargne: il serait incapable de l'administrer et de le conserver. On a calculé que si les ouvriers anglais renonçaient aux boissons alcooliques, ils pourraient en vingt ans acquérir toutes les manufactures où ils ne sont que salariés. Donc progrès moral et intellectuel, voilà la voie du salut. Mais pour le hâter, le strict devoir de la bourgeoisie est de tendre la main aux travailleurs. C'est ce que commencent à comprendre certains groupes dont se moquent les économistes optimistes qui prétendent qu'il n'y a point de question sociale : je veux parler des socialistes catholiques, comme l'évêque Ketteler en Allemagne et M. de Mun en France, des socialistes évangéliques, comme les pasteurs Stöcker et Todt en Prusse, lord Shaftesbury et le cardinal Manning en Angleterre, et j'ajouterai même, dût on me jeter la pierre, des socialistes de la chaire, comme certains professeurs d'outre-Rhin, et des socialistes d'État comme M. de Bismarck et M. Gladstone.

ÉMILE DE LAVELEYE,
Professeur à l'Université de Liège.

MOLIÈRE
ET
« L'ÉCOLE DES FEMMES »

Conférence

Mesdames et messieurs,

Nous allons, si vous le voulez bien, faire un petit voyage, une excursion d'une heure dans le XVIIe siècle, ce siècle qui nous paraît bien éloigné aujourd'hui, qui a bien certainement plus de deux cents ans que le nôtre, et que nous ne pouvons plus nous figurer sans rompre avec toutes nos habitudes modernes. Nous allons y rencontrer un auteur dramatique exceptionnel, si exceptionnel, qu'à aucune époque et dans aucun pays on ne peut en trouver un autre, je ne dis pas qui lui soit comparable, mais qui ait seulement les grands traits communs avec lui. Enfin, nous allons examiner une pièce de théâtre, *l'École des femmes* n'est pas autre chose, *l'École des femmes* n'est pas davantage, mais une pièce de théâtre admirable et qui, avec huit ou dix autres ouvrages du même poète, représente ce que la comédie, ce que l'art comique a produit de plus humain, de plus vrai et de plus libre.

En vous disant, mesdames et messieurs, que nous allons revenir au XVIIe siècle, je ne songe pas, bien entendu, à remettre cette époque sous vos yeux. Je voudrais seulement vous en rappeler quelques points qui me paraissent bien oubliés aujourd'hui; rétablir quelle était la situation, l'état d'esprit des écrivains qui y ont